A°. 1937 N°. 113.



PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 28n October 1937, nr. 1845 bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk Besluit van den 13den September 1937 (Staatsblad No. 31), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 27 Febuari 1937 te Ankara tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Turksche Republiek gesloten overeenkomst betreffende de vereffening der betalingen welke verband houden met het handelsverkeer tusschen beide landen, met bijbehoorende protocollen en notawisseling.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Kolonien dd. 28 September 1937, 4e Afdeeling Bur. E. Z., No. 13/550, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk Besluit van den 13den September 1937 (Staatsblad No. 31), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 27 Februari 1937 te Ankara tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Turksche Republiek gesloten overeenkomst betreffende de vereffening der betalingen, welke verband houden met het handelsverkeer tusschen beide landen, met bijbehoorende protocollen en notawisseling;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

te bepalen, dat het voormelde Koninklijk Besluit van den 13den September 1937 (Staatsblad No. 31), nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,
G. J. J. WOUTERS.

Uitgegeven den 6n November 1937.
De gouvernements-secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 27 Februari 1937 te *Ankara* tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en de *Turksche Republiek* gesloten overeenkomst betreffende de vereffening der betalingen, welke verband houden met het handelsverkeer tusschen beide landen, met bijbehoorende protocollen en notawisseling, van welke stukken een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 2 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (Staatsblad nº. 583);

Overwegende, dat genoemde overeenkomst krachtens artikel 17 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* op 1 Maart 1937 is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Staat, Minister van Buitenlandsche Zaken a. i., van den 7den September 1937, Directie van het Protocol, nº. 32851;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst, met bijbehoorende protocollen en notawisseling, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het Staatsblad.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

Het Loo, den 13den September 1937.

WILHELMINA.

De Minister van Staat,
Minister van Buitenlandsche Zaken a. i.,
H. COLIJN.

Uitgegeven den *vier en twintigsten* September 1937.

De Minister van Justitie,
C. GOSELING.

ACCORD

entre le Royaume des Pays-Bas et la République Turque concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays.

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Turc, désireux de régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1*er*.

Le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les Pays-Bas et la Turquie se fera par voie de Clearing ou de compensation privée, conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 2.

1. Les sommes dûes pour achats de marchandises originaires des Pays-Bas, ainsi que de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer à régler suivant les dispositions du présent Accord, importées en Turquie, seront versées en Livres Turques à la Banque Centrale de la République de Turquie, qui les portera, après conversion en florins néerlandais, au jour du versement, au crédit d'un compte global en florins néerlandais, non productif d'intérêts, ouvert auprès de ladite Banque, au nom du Nederlandsch Clearinginstituut.

2. La conversion des Livres Turques en florins néerlandais se fera sur base du cours officiel de la Banque Centrale de la République de Turquie.

3. Lorsque la somme due est libellée en une autre monnaie que le florin néerlandais ou la livre turque, elle sera convertie en florins néerlandais, d'après le dernier cours connu de Londres.

Article 3.

1. Les sommes dûes pour achats de marchandises originaires de la Turquie, importées aux Pays-Bas, seront versées en florins néerlandais au Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Lorsque la somme dûe est libellée en Livres Turques, elle sera convertie en florins néerlandais, sur base du dernier cours de la livre turque communiqué par la Banque Centrale de la République de Turquie au Nederlandsch Clearinginstituut.

3. Lorsque la somme dûe est libellée en une autre monnaie que le florin néerlandais ou la livre turque, elle sera convertie en florins néerlandais, en appliquant le cours moyen coté pour la monnaie en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam. qui précède le jour du versement.

Article 4.

1. Le Nederlandsch Clearinginstituut répartira les sommes versées au crédit des comptes suivants en florins néerlandais, non productifs d'intérêts, ouverts au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie, comme suit:

a) 50 % au crédit du compte global,

b) 30 % au crédit du compte devises libres,

c) 20 % au crédit d'un compte spécial.

2. Les avoirs du compte global serviront à la liquidation des créances en règlement desquelles des versements ont eu lieu au compte global du Nederlandsch Clearinginstituut auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie, conformément aux dispositions du présent Accord.

3. En ce qui concerne les créances résultant de l'achat de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outremer, importées en Turquie, après la mise en vigueur du présent Accord, leur règlement sera effectué par le débit du compte global, jusqu'à concurrence des 20 % de ce compte.

4. Les avoires du compte ,,devises libres'' seront à la libre disposition de la Banque Centrale de la République de Turquie.

5. Les avoirs du compte spécial serviront à la liquidation d'une partie des créances résultant de l'importation en Turquie de marchandises originaires du Royaume des Pays-Bas, effectuée avant la mise en vigueur du présent Accord. La liste

de ces créances sera communiquée par le Nederlandsch Clearinginstituut à la Banque Centrale de la République de Turquie.

6. Dès que les créances visées au paragraphe précédent auront été liquidées, le compte spécial sera fermé et le pourcentage des versements destinés au compte global sera porté à 70 %.

Article 5.

Les soldes en florins néerlandais qui à l'entrée en vigueur du présent Accord se trouvent au débit et au crédit des comptes globaux auprès des deux institutions de clearing prévus aux articles 2 et 3 de la Convention de Clearing Turco-Néerlandaise du 23 septembre 1934, seront transférés aux comptes globaux prévus à l'art. 2 et à l'art. 4 paragraphe I (*a*) du présent Accord, abstraction faite des créances visées à l'article 4 paragraphe 5.

Article 6.

1. Les frais et commissions dus par les exportateurs néerlandais à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants aux Pays-Bas, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux Pays, seront réglés par voie de clearing, pour autant qu'ils sont usuels et économiquement justifiés.

2. Les deux Institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contrevaleur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 7.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Centrale de la République de Turquie s'engagent à accepter tout paiement conforme aux clauses du présent Accord. Ils ne pourront en aucun cas subordonner leur acceptation à des conditions qui ne sont pas mentionnées au présent Accord.

Article 8.

Les deux Institutions de clearing s'aviseront au jour le jour des versements opérés. L'avis mentionnera pour chaque versement le montant en florins néerlandais, celui dans la monnaie dans laquelle la créance a été libellée, le nom du donneur d'ordre, le nom du bénéficiaire dans l'autre pays, ainsi que les indications nécessaires pour identifier la créance.

Article 9.

1. Les paiements aux créanciers aux Pays-Bas par le Nederlandsch Clearinginstituut et en Turquie par la Banque Centrale de la République de Turquie seront effectués dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités du compte global ou spécial en cause.

2. Les paiements en Turquie seront effectués en livres turques sur la base du cours de change officiel de la Banque Centrale de la République de Turquie, au jour du paiement.

Article 10.

1. Toute exportation vers la Turquie de marchandises originaires des Pays-Bas ainsi que de marchandises originaires des territoires Néerlandais d'outre-mer à régler selon les dispositions du présent Accord, et toute exportation de marchandises originaires de la Turquie vers les Pays-Bas, devra être accompagnée d'un certificat d'origine en double exemplaire établi conformément aux modèles annexés au présent Accord. Ces certificats seront délivrés conformément aux dispositions générales en vigueur pendant la durée du présent Accord, dans chacun des deux Pays.

2. L'exemplaire B de ces certificats sera estampillé par les douanes du pays importateur pour certifier l'importation et sera rendu par leurs soins à l'Institution auprès de laquelle le versement devra être effectué. Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Centrale de la République de Turquie se transmettront réciproquement, le plus tôt possible, les exemplaires B des certificats, dûment estampillés.

Article 11.

1. Les opérations de compensation privée concernant les marchandises originaires de Turquie et les marchandises originaires des Pays-Bas ne pourront être effectuées que conformément aux dispositions en vigueur dans chacun des deux Pays.

2. Les produits d'origine turque à l'exception des raisins secs, des figues sèches, des noix et noisettes, pourront faire l'objet d'opérations de compensation privée avec des produits néerlandais. Les deux Gouvernements se réservent de reviser la liste de ces produits par échange de notes.

3. Toute importation aux Pays-Bas de marchandises originaires de Turquie, à régler par voie de compensation privée, devra être supérieure en valeur à l'importation en Turquie de marchandises originaires des Pays-Bas, de façon qu'un excédent représentant les 35 % de la valeur totale de l'importation aux Pays-Bas soit reglé hors du système de compensation privée. L'excédent jusqu'à concurrence de 30 % sera porté au crédit du compte ,,devises libres'' de la Banque Centrale de la République de Turquie, et le restant au crédit du compte global.

4. Les détenteurs de créances à régler par débit du compte spécial auront le droit de liquider leurs créances en dehors de l'ordre chronologique moyennant des opérations de compensation privée, conformément aux dispositions du présent article, étant entendu que dans ce cas l'excédent mentionné au paragraphe précédent sera porté à 45 %.

5. Le règlement des transactions de compensation privée se fera par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut et de la Banque Centrale de la République de Turquie, le débiteur étant tenu de verser la somme due auprès de l'Institution de clearing de son Pays.

Article 12.

Chacun des deux Gouvernements prendra en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à respecter les dispositions du présent Accord.

Article 13.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du présent Accord.

Article 14.

La contrevaleur des produits originaires de l'un des pays contractants, exposés et vendus dans les Foires et Expositions tenues sur le territoire de l'autre pays sera réglée par voie de clearing, sans être assujettie à l'ordre chronologique des versements, pour autant que l'entrée et la vente de ces articles soient autorisées par les dispositions légales du pays où ces Foires et Expositions seront tenues.

Article 15.

1. Si à l'expiration du présent Accord un solde actif subsiste auprès de l'Institution de Clearing de l'un des deux Pays, les importateurs de l'autre Pays devront continuer à verser la contrevaleur de leurs importations à leur Institution de clearing, jusqu'à l'amortissement des créances en question.

2. De même, la contrevaleur des marchandises importées à crédit continuera à être réglée conformément aus dispositions du présent Accord.

3. Les opérations de compensation privée entreprises pendant la durée de l'Accord et non achevées à la date de son expiration devront être exécutées suivant les dispositions de cet Accord, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

Article 16.

Si à la suite de circonstances exceptionnelles, le fonctionnement normal du présent Accord se trouvait affecté, chaque Gouvernement aura le droit de demander l'ouverture de nouvelles négociations afin d'y porter remède et au cas où ces négociations n'auraient pas abouties à un accord, de dénoncer le présent Accord à la fin de 31 jours à compter de la date du commencement des négociations.

En cas de dénonciation les marchandises flottantes, ainsi que celles mises à bord au plus tard de lendemain de la dénonciation, seront déciproquement admises à l'importation sous les dispositions de l'accord dénoncé. Toutefois les délais ainsi admis ne peuvent dépasser 60 jours et les marchandises en question devront être dédouanées dans les 10 jours à compter de la date de leur arrivée au port du pays importateur. Les marchandises en question seront soumises aux droits d'entrée en vigueur au moment de leur importation.

Article 17.

Le présent Accord aura une durée de douze mois et entrera en vigueur à partir du premier mars 1937. Il sera renouvelé pour les mêmes durées par tacite reconduction, chaque fois qu'il ne sera pas dénoncé avec un préavis de deux mois.

Article 18.

Cet Accord remplace la Convention en date du 23 septembre 1934, qui aura cessé de produire ses effets dès l'entrée en vigueur du présent Accord.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

(*L. S.*) B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

(*L. S.*) FAIK KURDOGLU

Annexe.

EXEMPLAIRE A.

Certificat d'origine.

Expéditeur:	Destinataire:
Nom	Nom ....
Domicile	Domicile ....
Rue	Rue ....

Nature de la Marchandise:

Mode d'Emballage:

Nombre des colis:

Marques N°.:

Poids .... { Brut .... kg. / Net .... kg. }

Valeur:

Voie d'expédition:

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine .... et ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'accord commercial turco-néerlandais du ....

Annexe.

EXEMPLAIRE B.

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par les douanes, et par celles-ci, remis à la Banque où s'effectuera le versement).

Expéditeur:	Destinataire:
Nom	Nom ....
Domicile	Domicile ....
Rue	Rue ....

Nature de la Marchandise:

Mode d'Emballage:

Nombre des colis:

Marques N°.:

Poids .... { Brut .... kg.
{ Net .... kg.

Valeur:

Voie d'expédition:

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine .... et ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'accord commercial turco-néerlandais du ....

Protocole de signature relatif a l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République Turque concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays.

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Turc ont constaté ce qui suit:

Le Royaume des Pays-Bas comprend
les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, le Surinam et Curaçao.

Partout où dans le présent Accord figure l'expression ,,Pays-Bas'' le territoire situé en Europe est seul visé.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

B. Ph. van Harinxma thoe Slooten

Faik Kurdoglu

Ankara, le 27 février 1937.

Monsieur le Sous Secrétaire d'Etat.

Au moment de signer le présent Accord et me référant au paragraphe 1 de l'article 10, j'ai l'honneur de vous faire savoir que conformément aux dispositions en question, en vigueur dans le Royaume des Pays-Bas, tout certificat d'origine visé à l'article 10 de l'Accord et relatif à des marchandises néerlandaises, devra être visé par les Autorités néerlandaises compétentes ou bien être accompagné d'un certificat d'exportation délivré par ces Autorités.

L'Autorité actuellement chargée de cette compétence est le Crisis Uitvoer Bureau à La Haye.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous Secrétaire d'Etat, les assurances de ma haute considération.

B. Ph. van Harinxma thoe Slooten

Monsieur Faik Kurdoglu,
Sous Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie Nationale de Turquie,
Ankara.

Ankara, le 27 février 1937.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

,,Au moment de signer le présent Accord et me référant au paragraphe 1 de l'article 10, j'ai l'honneur de vous faire savoir que conformément aux dispositions en question, en vigueur au Royaume des Pays-Bas, tout certificat d'origine visé à l'article 10 de l'Accord et relatif à des marchandises néerlandaises, devra être visé par le Autorités néerlandaises compétentes ou bien être accompagné d'un certificat d'exportation délivré par ces Autorités.

L'Autorité actuellement chargée de cette compétence est le CRISIS UITVOER BUREAU à La Haye.''

Je m'empresse de vous informer que je suis d'accord avec les termes de cette lettre et vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération

FAIK KURDOGLU

Monsieur le Baron B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
ANKARA.

PROTOCOLE.

Au moment de signer l'Accord en date de ce jour entre le Royaume des Pays-Bas et la République Turque concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux Pays, les deux Gouvernements sont convenus de ce qui suit:

Article 1er.

Les deux Gouvernements poursuivront l'étude des livraisons et travaux à exécuter sous l'application du présent Protocole et de l'élargissement des moyens pour assurer les transferts y relatifs, jusqu'à concurrence de 35.000.000 de florins néerlandais.

Il est entendu qu'il s'agit de:

a) Construction de postes de T.S.F. et exécution de travaux de P.T.T.;

b) Construction et équipement des ports de Gölcük, d'Eregli, de Samsun et de Trabzun;

c) Construction de navires;

d) Livraisons de café originaire des territoires néerlandais d'outre-mer;

e) Livraisons au Gouvernement Turc et exécution de travaux rentrant dans le plan industriel et de travaux publics de l'Etat Turc.

Cette liste ainsi que la somme de 35.000.000 de florins néerlandais mentionnées ci-haut peuvent être modifiées d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Article 2.

Le transfert des annuités aux intéressés, durant une période maximum de huit ans, sera effectué conformément aux stipulations des contrats y relatifs et dans le cadre des articles ci-après:

Les annuités en question pourront être transférées aux Pays-Bas moyennant l'importation de marchandises turques:

a) soit par ventes directes effectuées par les Autorités Turques sur les marchés néerlandais,

b) soit par importations faites aux Pays-Bas par les firmes néerlandaises, sur base d'opérations de compensation privée.

Il sera laissé aux Autorités Turques le soin de déterminer dans leurs contrats avec les intéressés néerlandais le mode de transfert à adopter.

Article 4.

Dans le cas où le Gouvernement Turc se serait engagé à faire des ventes directes sur les marchés néerlandais, en vue de faire face aux échéances de ces contrats, le Gouvernement néerlandais s'engage de son côté à ce que les permis d'importation nécessaires pour réaliser ces ventes soient accordés sans réserve.

Les deux Gouvernements sont d'accord en outre, que la contrevaleur des ventes en question soit remise au Nederlandsch Clearinginstituut. Les 30 % de ces montants seront mis à libre disposition de la Banque Centrale de la République de Turquie et les 70 % sur un compte ,,Travaux et Livraisons".

Dans le cas où les avoirs du compte ,,Travaux et Livraisons" ne suffiraient pas au règlement intégral de l'annuité ainsi due à une firme néerlandaise, le Gouvernement Turc s'engage à fournir la différence au compte susdit en devises libres à l'échéance.

Article 5.

Dans le cas où les firmes néerlandaises passeraient des contrats sur base de compensation privée, les dispositions de l'article 4 relatives aux permis d'importation, seront également appliquées, étant entendu que dans ce cas la contrevaleur des importations en question sera entièrement réservée pour satisfaire aux échéances à couvrir.

Il reste entendu que le règlement de ces opérations de compensation privée se fera par l'entremise de la Banque Centrale de la République de Turquie et du Nederlandsch Clearinginstituut, qui fixeront d'un commun accord les modalités techniques à appliquer.

Article 6.

Les produits turcs pouvant servir de base aux ventes directes à effectuer par le Gouvernement Turc ainsi qu'aux opérations de compensation privée des firmes néerlandaises, prévues aux articles 4 et 5 du présent Protocole, sont les suivants:

Le blé, l'orge, le millet (dari), l'alpiste, l'opium — y compris l'opium fourni à la Régie des Indes Néerlandaises, à condition qu'il soit vendu par l'intermédiaire des firmes néerlandaises en question — le mohair, le coton, les vins, les spiritueux et le marbre et tous autres produits d'origine turque pour autant que le caractère additionnel de l'importation aux Pays-Bas ait été reconnu par les deux Gouvernements.

Il reste entendu que les marchandises mentionnées ci-dessus peuvent également être importées par voie de clearing ou par voie de compensation privée non visée au présent Protocole, jusqu'à la date de signature des contrats en cause, ainsi que pour les quantités dépassant celles nécessaires pour faire face aux annuités découlant de ces contrats.

Article 7.

1. En ce qui concerne le blé, le Gouvernement Turc s'engage à réserver chaque année, pour les opérations de compensation privée visées au précédent article, des quantités suffisantes pour faire face aux échéances relatives aux engagements en cours.

2. Si pour cause de sécheresse ou d'autres conditions climatériques défavorables et imprévues, la récolte en Turquie du blé restait au dessous des 50 % de la moyenne des 5 années précédentes les deux parties se mettront immédiatement d'accord pour fixer la livraison d'autres produits turcs en remplacement du blé, ainsi que les prix à appliquer à ces produits, dans le cadre prévu au paragraphe 4.

3. Dans le cas où le Gouvernement Turc ne se trouve pas à même de placer à la disposition des intéressés ou des acheteurs néerlandais désignés par eux la quantité nécessaire de blé, ou dans le cas visé au paragraphe précédent des produits remplaçant le blé, le Gouvernement turc s'engage à mettre la différence en devises libres à la disposition des intéressés, à l'échéance, par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut.

4. La livraison du blé mis à la disposition des intéressés néerlandais se fera F.O.B. Instanbul. Le prix F.O.B. Instanbul

ne pourra pas surpasser la moyenne des prix cotés pour le blé de qualité analogue sur les marchés:

de Rotterdam (C.I.F.)
de Liverpool (C.I.F.)
d'Instanbul-Export (F.O.B.)

5. Toutefois la moyenne ainsi fixée ne pourra être supérieure, en aucun cas, à la moyenne des prix des marchés de Rotterdam et de Liverpool, plus 5 % de cette moyenne.

6. Les dates auxquelles les intéressés néerlandais seront tenus de prendre livraison de ces blés, ainsi que la durée des engagements du Gouvernement Turc pour tenir ces blés à leur disposition, seront indiquées dans les contrats à passer.

7. Le type du contrat de vente à adopter, les détails de livraison d'ordre technique ainsi que la procédure à suivre pour le règlement des différends pouvant surgir entre autres au sujet de la qualité des blés livrés et pouvant avoir une repercussion sur les prix seront fixés par les contrats à passer entre les Autorités Turques et les intéressés néerlandais.

Article 8.

Les dispositions du présent Protocole resteront en vigueur jusqu'au règlement intégral des annuités prévues dans les contrats.

Fait à Ankara, le 27 février 1937.

B. Ph. van Harinxma thoe Slooten

Faik Kurdoglu

VERTALING.

OVEREENKOMST

tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Turksche Republiek betreffende de vereffening der betalingen, welke verband houden met het handelsverkeer tusschen beide landen.

De Nederlandsche Regeering en de Turksche Regeering, geleid door den wensch een regeling te treffen nopens de betalingen, welke verband houden met het handelsverkeer tusschen beide landen, zijn het navolgende overeengekomen:

Artikel 1.

De vereffening van de betalingen, verband houdende met het handelsverkeer tusschen Nederland en Turkije, zal geschieden over de clearing of in particuliere compensatie overeenkomstig de bepalingen, vervat in de volgende artikelen.

Artikel 2.

1. De bedragen, verschuldigd voor aankoopen van goederen van Nederlandschen oorsprong, evenals van goederen van oorsprong uit de Nederlandsche overzeesche gebiedsdeelen, in Turkije ingevoerd, welke moeten worden vereffend overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, zullen worden gestort in Turksche ponden bij de Centrale Bank van de Turksche Republiek, die deze bedragen na omrekening in Nederlandsche guldens op den dag van de storting, zal boeken op een in guldens luidende rentelooze, algemeene rekening, geopend bij de genoemde bank ten name van het Nederlandsch Clearinginstituut.

2. De omrekening van Turksche ponden in Nederlandsche guldens zal geschieden op basis van den officieelen koers van de Centrale Bank van de Turksche Republiek.

3. Indien het verschuldigde bedrag is uitgedrukt in een andere valuta dan den Nederlandschen gulden of het Turksche pond, zal het bedrag in Nederlandsche guldens worden omgerekend tegen den laatst bekenden koers te Londen.

Artikel 3.

1. De bedragen, verschuldigd voor aankoopen van in Nederland ingevoerde goederen van Turkschen oorsprong zullen worden gestort in Nederlandsche guldens bij het Nederlandsch Clearinginstituut.

2. Indien het verschuldigde bedrag is uitgedrukt in Turksche ponden, zal het bedrag in Nederlandsche guldens worden omgerekend op basis van den laatsten koers van het Turksche pond, door de Centrale Bank van de Turksche Republiek ter kennis gebracht van het Nederlandsch Clearinginstituut.

3. Indien het verschuldigde bedrag is uitgedrukt in een andere valuta dan den Nederlandschen gulden of het Turksche pond, zal het bedrag in Nederlandsche guldens worden omgerekend tegen den gemiddelden koers van de betrokken valuta volgens noteering van de Amsterdamsche Beurs op den dag, voorafgaande aan dien van de storting.

Artikel 4.

1. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal de bedragen gestort op de navolgende, in Nederlandsche guldens luidende, rentelooze rekeningen, geopend ten name van de Centrale Bank van de Turksche Republiek, als volgt verdeelen:

a) 50 % op de algemeene rekening,

b) 30 % op de rekening ,,vrije deviezen",

c) 20 % op een bijzondere rekening.

2. Het tegoed van de algemeene rekening zal worden aangewend tot vereffening van die vorderingen, voor welker vereffening stortingen hebben plaats gevonden op de algemeene rekening van het Nederlandsch Clearinginstituut bij de Centrale Bank van de Turksche Republiek, overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.

3. Vorderingen, voortkomend uit den aankoop van goederen van oorsprong uit de Nederlandsche overzeesche gebiedsdeelen, in Turkije ingevoerd nà het in werking treden van deze Over-

eenkomst, zullen worden vereffend uit de algemeene rekening, tot een bedrag van 20 % van die rekening.

4. Het tegoed van de rekening ,,vrije deviezen" zal ter vrije beschikking staan van de Centrale Bank van de Turksche Republiek.

5. Het tegoed van de bijzondere rekening zal dienen voor de liquidatie van een gedeelte van de vorderingen, voortspruitende uit den invoer in Turkije van goederen van oorsprong uit het Koninkrijk der Nederlanden, welke heeft plaats gevonden vóór het inwerking treden van deze Overeenkomst. De lijst van deze vorderingen zal door het Nederlandsch Clearinginstituut ter kennis worden gebracht van de Centrale Bank van de Turksche Republiek.

6. Zoodra de vorderingen als bedoeld in de vorige paragraaf zullen zijn vereffend, zal de bijzondere rekening worden gesloten en zal het percentage der voor de algemeene rekening bestemde stortingen, op 70 worden gebracht.

Artikel 5.

De saldi in Nederlandsche guldens, welke zich ten tijde van het in werking treden van deze Overeenkomst bevinden op de algemeene rekeningen bij de beide clearinginstellingen, voorzien in de artikelen 2 en 3 van de Nederlandsch-Turksche clearing-overeenkomst van 23 September 1934, zullen, met uitsluiting van de vorderingen bedoeld in artikel 4, paragraaf 5, worden overgeboekt naar de in artikel 2 en in artikel 4, paragraaf 1 (*a*) van deze Overeenkomst bedoelde algemeene rekeningen.

Artikel 6.

1. De door de Nederlandsche exporteurs aan hun vertegenwoordigers in Turkije verschuldigde kosten en commissies, evenals de door de Turksche exporteurs aan hun vertegenwoordigers in Nederland verschuldigde kosten en commissies, voortspruitende uit tusschen beide landen tot stand gekomen handelstransacties, zullen over de clearing worden vereffend, voorzoover zij gebruikelijk en economisch gerechtvaardigd zijn.

2. De beide clearinginstellingen behouden zich het recht voor den aard en de wijze van gebruik dezer bedragen na te gaan en te controleeren en vast te stellen, of deze inderdaad de tegenwaarde der hooger genoemde kosten en commissies uitmaken.

Artikel 7.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Centrale Bank van de Turksche Republiek verbinden zich iedere betaling overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst aan te nemen. Zij zullen in geen geval de aanneming van betalingen afhankelijk kunnen stellen van voorwaarden, welke niet in deze Overeenkomst zijn vermeld.

Artikel 8.

De beide clearinginstellingen zullen elkander dagelijks in kennis stellen van de gedane stortingen. De kennisgeving zal voor elke storting inhouden het bedrag in Nederlandsche guldens, het bedrag in de valuta, waarin de vordering is uitgedrukt, den naam van den opdrachtgever, den naam van den begunstigde in het andere land, alsmede de benoodigde gegevens om de identiteit van de vordering vast te stellen.

Artikel 9.

1. De betalingen aan de schuldeischers in Nederland door het Nederlandsche Clearinginstituut en in Turkije door de Centrale Bank van de Turksche Republiek zullen geschieden in de chronologische volgorde van de stortingen en binnen de grenzen van de op de algemeene, of op de bijzondere rekening beschikbare middelen.

2. De betalingen in Turkije zullen geschieden in Turksche ponden op basis van den officieelen wisselkoers van de Centrale Bank van de Turksche Republiek op den dag van uitbetaling.

Artikel 10.

1. Iedere uitvoer naar Turkije van goederen van Nederlandschen oorsprong, evenals van goederen van oorsprong uit de Nederlandsche overzeesche gebiedsdeelen, te vereffenen overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, en iedere uitvoer naar Nederland van goederen van Turkschen oorsprong zal vergezeld moeten gaan van een certificaat van oorsprong, in duplo, opgemaakt overeenkomstig de bij deze Overeenkomst gevoegde modellen. Deze certificaten zullen worden afgegeven overeenkomstig de in ieder van beide landen gedurende den duur van deze Overeenkomst geldende algemeene voorschriften.

2. Het exemplaar B van deze certificaten zal door de douane

van het land van bestemming van een stempel worden voorzien, als bewijs van den invoer, en door haar zorgen aan de clearinginstelling, waarbij de storting zal moeten plaats vinden, worden teruggezonden. Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Centrale Bank van de Turksche Republiek zullen elkander zoo spoedig mogelijk over en weer de exemplaren B van de certificaten, behoorlijk afgestempeld, doen toekomen.

Artikel 11.

1. De particuliere compensatietransacties, welke betrekking hebben op goederen van Turkschen oorsprong en goederen van Nederlandschen oorsprong, zullen slechts tot stand kunnen komen in overeenstemming met de in ieder van beide landen geldende voorschriften.

2. De producten van Turkschen oorsprong met uitzondering van gedroogde rozijnen, gedroogde vijgen, noten en hazelnoten, zullen het voorwerp kunnen zijn van particuliere compensatietransacties met Nederlandsche producten. De beide regeeringen behouden zich het recht voor, de lijst dezer producten bij notawisseling te herzien.

3. Iedere invoer in Nederland van goederen van Turkschen oorsprong, te vereffenen door middel van particuliere compensatie, zal den invoer in Turkije van goederen van Nederlandschen oorsprong in die mate in waarde moeten overtreffen, dat een overschot, vertegenwoordigende 35 % van de totale waarde van den invoer in Nederland, buiten de particuliere compensatie om zal worden vereffend. Het overschot zal tot een bedrag van 30 % worden geboekt op de rekening „vrije deviezen" van de Centrale Bank van de Turksche Republiek, terwijl het overblijvende op de algemeene rekening zal worden gebracht.

4. De houders van vorderingen, te vereffenen ten laste der bijzondere rekening zullen het recht hebben hun vorderingen buiten de chronologische volgorde om te liquideeren, door middel van particuliere compensatietransacties, overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige artikel met dien verstande, dat in dit geval het overschot, als bedoeld in de voorgaande paragraaf, op 45 % zal worden gebracht.

5. De vereffening der betalingen van de particuliere compensatietransacties zal geschieden door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut en de Centrale Bank van de

Turksche Republiek. De schuldenaar is gehouden het verschuldigde bedrag te storten bij de clearinginstelling van zijn land.

Artikel 12.

Beide Regeeringen zullen ieder, voor zoover haar betreft, de noodige maatregelen nemen teneinde haar importeurs te verplichten de voorschriften van deze Overeenkomst na te leven.

Artikel 13.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Centrale Bank van de Turksche Republiek zullen overleg plegen over de technische maatregelen welke noodig zijn om de regelmatige werking van deze Overeenkomst te verzekeren.

Artikel 14.

De tegenwaarde der goederen van oorsprong uit een van de verdragsluitende landen, geëxposeerd en verkocht op de op het grondgebied van het andere land gehouden Jaarbeurzen en Tentoonstellingen, zal worden vereffend over de clearing, zonder te zijn onderworpen aan de chronologische volgorde van de stortingen, voor zoover de invoer en de verkoop van deze goederen zijn toegestaan krachtens de wettelijke voorschriften van het land, waar deze Jaarbeurzen en Tentoonstellingen zullen worden gehouden.

Artikel 15.

1. Indien bij het beëindigen van deze Overeenkomst een actief saldo uitstaat bij de clearinginstelling van een van beide landen, zullen de importeurs van het andere land moeten voortgaan met het storten van de tegenwaarde van hun invoeren bij hun clearinginstelling, totdat de betrokken vorderingen volledig zullen zijn betaald.

2. Evenzoo zal de vereffening van de tegenwaarde van de op crediet ingevoerde goederen blijven geschieden overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.

3. De tijdens den duur van deze Overeenkomst aangegane en op den datum van haar beëindiging nog niet afgewikkelde particuliere compensatietransacties zullen moeten worden ten uitvoer gebracht overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van den datum van haar beëindiging.

Artikel 16.

Indien tengevolge van buitengewone omstandigheden de regelmatige werking van deze Overeenkomst wordt belemmerd, zal elk van beide regeeringen het recht hebben het openen van nieuwe onderhandelingen te vragen, ten einde hierin verbetering te brengen, en voor het geval deze onderhandelingen niet tot overeenstemming leiden, zal ieder van beide regeeringen het recht hebben deze Overeenkomst op te zeggen na 31 dagen, te rekenen van den datum van het begin der onderhandelingen.

In geval van opzegging zullen zeilende goederen, evenals die, welke uiterlijk den dag na de opzegging zijn ingescheept over en weer ten invoer worden toegelaten op de voorwaarden van de opgezegde Overeenkomst. Het aldus toegestane uitstel mag evenwel 60 dagen niet overschrijden en de betrokken goederen zullen door de douane moeten worden ingeklaard binnen 10 dagen, te rekenen van den datum van hun aankomst in de haven van het land van bestemming. De betrokken goederen zullen zijn onderworpen aan de ten tijde van den invoer geldende invoerrechten.

Artikel 17.

Deze Overeenkomst zal een geldigheidsduur hebben van twaalf maanden en zal in werking treden met ingang van 1 Maart 1937. Zij zal stilzwijgend worden verlengd voor perioden van denzelfden duur, voor zoover zij niet zal zijn opgezegd met een termijn van twee maanden.

Artikel 18.

Deze Overeenkomst vervangt het Verdrag van 23 September 1934, hetwelk zal ophouden van kracht te zijn, zoodra deze Overeenkomst in werking is getreden.

Gedaan te Ankara, 27 Februari 1937.

(*L. S.*) B. Ph. van Harinxma thoe Slooten

(*L. S.*) Faik Kurdoglu

Bijvoegsel.

EXEMPLAAR A.

Certificaat van oorsprong.

Verzender:	Geadresseerde:
Naam	Naam ....
Woonplaats	Woonplaats ....
Straat	Straat ....

Aard van de koopwaar:

Wijze van verpakking:

Aantal stuks:

Gemerkt N°.:

Gewicht .... { bruto .... kg
{ netto .... kg

Waarde:

Wijze van vervoer:

Hierbij wordt verklaard, dat de bovenaangeduide goederen van oorsprong zijn uit .... en dat dit certificaat van oorsprong afgegeven is overeenkomstig de bepalingen van de Turksch-Nederlandsche handelsovereenkomst van ....

Bijvoegsel.

EXEMPLAAR B.

(Dit exemplaar zal hetzelfde nummer dragen als het exemplaar A; het zal door de douane worden voorzien van een stempel en door deze worden overgelegd aan de Bank, waar de storting zal plaats vinden.)

Verzender:	Geadresseerde:
Naam	Naam ....
Woonplaats	Woonplaats ....
Straat	Straat ....

Aard van de koopwaar:
Wijze van verpakking:
Aantal stuks:
Gemerkt N°.:
Gewicht .... { bruto .... kg
netto .... kg
Waarde:
Wijze van vervoer:

Hierbij wordt verklaard, dat de bovenaangeduide goederen van oorsprong zijn uit .... en dat dit certificaat van oorsprong afgegeven is overeenkomstig de bepalingen van de Turksch-Nederlandsche handelsovereenkomst van ....

PROTOCOL VAN ONDERTEEKENING MET BETREKKING TOT DE OVEREENKOMST TUSSCHEN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN DE TURKSCHE REPUBLIEK, INZAKE DE VEREFFENING VAN DE BETALINGEN, MET BETREKKING TOT HET HANDELSVERKEER TUSSCHEN DE BEIDE LANDEN.

De Nederlandsche Regeering en de Turksche Regeering hebben het navolgende vastgesteld:

Het Koninkrijk der Nederlanden omvat: Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Overal, waar in de onderhavige Overeenkomst de uitdrukking „Nederland" voorkomt, wordt uitsluitend bedoeld het grondgebied gelegen in Europa.

Gedaan te Ankara, 27 Februari 1937.

B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

FAIK KURDOGLU

Ankara, 27 Februari 1937.

Mijnheer de Onderstaatssecretaris,

Op het oogenblik van onderteekening van deze Over eenkomst en met verwijzing naar paragraaf 1 van artikel 10, heb ik de eer U mede te deelen, dat overeenkomstig de in het Koninkrijk der Nederlanden op dit stuk geldende voorschriften, ieder certificaat van oorsprong als bedoeld in artikel 10 van de Overeenkomst en betrekking hebbende op Nederlandsche goederen, zal moeten zijn voorzien van een visum van de daartoe bevoegde Nederlandsche Autoriteiten, of wel moeten zijn vergezeld van een door deze Autoriteiten afgegeven exportcertificaat.

De Autoriteit, aan wie op dit oogenblik deze bevoegdheid is gegeven, is het CRISIS UITVOER BUREAU te 's-Gravenhage.

Gelief, Mijnheer de Onderstaatssecretaris, de verzekering van mijn hoogachting te aanvaarden.

B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

Den Heere FAIK KURDOGLU,
Onderstaatssecretaris van het
Ministerie van Nationale Economie van Turkije,
ANKARA.

Ankara, 27 Februari 1937.

Mijnheer de Zaakgelastigde,

Ik heb de eer U de ontvangst te berichten van Uw brief van heden van den volgenden inhoud:

,,Op het oogenblik van onderteekening van deze Overeenkomst en met verwijzing naar paragraaf 1 van artikel 10, heb ik de eer U mede te deelen, dat overeenkomstig de in het Koninkrijk der Nederlanden op dit stuk geldende voorschriften, ieder certificaat van oorsprong als bedoeld in artikel 10 van de Overeenkomst en betrekking hebbende op Nederlandsche goederen, zal moeten zijn voorzien van een visum van de daartoe bevoegde Nederlandsche Autoriteiten, of wel moeten zijn vergezeld van een door deze Autoriteiten afgegeven exportcertificaat.

De Autoriteit, aan wie op dit oogenblik deze bevoegdheid is gegeven, is het Crisis Uitvoer Bureau te 's-Gravenhage."

Ik haast mij U mede te deelen, dat ik accoord ga met den inhoud van dezen brief en ik verzoek U, Mijnheer de Zaakgelastigde, de verzekering van mijn hoogachting wel te willen aanvaarden.

Faik Kurdoglu

Den Heere Baron B. Ph. van Harinxma thoe Slooten,
Zaakgelastigde der Nederlanden,
Ankara.

PROTOCOL.

Op het oogenblik van onderteekening van de Overeenkomst onder dagteekening van heden tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Turksche Republiek, nopens de vereffening van de betalingen betrekking hebbende op het handelsverkeer tusschen de beide landen, zijn de beide Regeeringen het navolgende overeengekomen:

Artikel 1.

De beide Regeeringen zullen de bestudeering voortzetten van de leveringen en van de werken, uit te voeren onder toepassing van dit Protocol en van de uitbreiding der middelen ter verzekering van de daarmede verband houdende overmakingen, tot een bedrag van 35 000 000 Nederlandsche guldens.

Het is wel verstaan dat het hier betreft:

a) den bouw van radiostations en de uitvoering van werken voor den dienst der P.T.T.

b) den bouw van de uitrusting van de havens van Gölcük, Eregli, Samsun en Trabzun.

c) den bouw van schepen.

d) de levering van koffie, van oorsprong uit de Nederlandsche overzeesche gebiedsdeelen.

e) de leveringen aan de Turksche Regeering en de uitvoering van de werken, begrepen in het plan voor den industrieelen opbouw en van openbare werken van den Turksche Staat.

Deze lijst, alsmede het hierboven vermelde bedrag van 35 000 000 Nederlandsche guldens, kunnen in gemeenschappelijk overleg door de beide Regeeringen worden gewijzigd.

Artikel 2.

De overmaking der annuiteiten aan de belanghebbenden, zal gedurende een periode van ten hoogste acht jaar geschieden overeenkomstig de bepalingen van de daarop betrekking hebbende contracten en binnen het kader van de volgende artikelen:

Artikel 3.

De bedoelde annuiteiten zullen naar Nederland kunnen worden overgemaakt door middel van den invoer van Turksche goederen:

a) hetzij door rechtstreeksche verkoopen, welke door de Turksche autoriteiten op de Nederlandsche markten zullen geschieden,

b) hetzij door invoeren in Nederland door Nederlandsche firma's op basis van particuliere compensatie.

Aan de Turksche autoriteiten zal worden overgelaten er voor te zorgen, in hun contracten met de Nederlandsche belanghebbenden te bepalen, welke wijze van overmaking in aanmerking zal komen.

Artikel 4.

Voor het geval de Turksche Regeering zich verbonden zou hebben tot het doen van rechtstreeksche verkoopen op de Nederlandsche markten om te voldoen aan de verplichtingen uit hoofde van deze contracten, neemt de Nederlandsche Regeering van haar kant de verplichting op zich er voor zorg te dragen, dat de noodige invoervergunningen om deze verkoopen te kunnen bewerkstelligen zonder beperking zullen worden verleend.

De beide Regeeringen zijn bovendien overeengekomen, dat de tegenwaarde van deze verkoopen zal worden gestort bij het Nederlandsch Clearinginstituut. Van deze bedragen zal 30 % ter vrije beschikking worden gesteld van de Centrale Bank van de Turksche Republiek, en 70 % worden geboekt op een rekening ,,Werken en Leveringen''.

Voor het geval het tegoed op de rekening ,,Werken en Leveringen'' niet voldoende zou zijn voor de algeheele afwikkeling van een aldus aan een Nederlandsche firma verschuldigde annuiteit, verplicht de Turksche Regeering zich op den vervaldag het verschil op de genoemde rekening in vrije deviezen ter beschikking te stellen.

Artikel 5.

Voor het geval de Nederlandsche firma's contracten op basis van particuliere compensatie zullen afsluiten, zal het bij artikel 4 met betrekking tot invoervergunningen bepaalde eveneens van toepassing zijn, met dien verstande, dat in dat geval

de tegenwaarde van de betrokken invoeren in haar geheel zal worden bestemd voor de betaling van het verschuldigde op den vervaldag.

De afwikkeling van deze particuliere compensatie-transacties zal geschieden door tusschenkomst van de Centrale Bank der Turksche Republiek en het Nederlandsch Clearinginstituut, die in gemeenschappelijk overleg de technische wijze van afwikkeling zullen vaststellen.

Artikel 6.

De Turksche producten, welke kunnen dienen als basis voor de rechtstreeksche verkoopen van de Turksche Regeering, alsmede van de particuliere compensatie-transacties van Nederlandsche firma's, bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dit Protocol, zijn de volgende:

Tarwe, gerst, gierst (dari), kanariezaad, opium, — daaronder begrepen opium, geleverd aan de Regie van Nederlandsch-Indië, op voorwaarde, dat zij verkocht wordt door tusschenkomst van de betrokken Nederlandsche firma's — mohair, katoen, wijnen, spiritualiën, marmer en alle andere producten van Turkschen oorsprong, voor zoover het additioneele karakter van den betrokken invoer in Nederland door beide Regeeringen zal zijn erkend.

Niettemin kunnen de hierboven genoemde goederen tot aan den datum van onderteekening der onderhavige contracten, alsmede voor hoeveelheden, welke uitgaan boven die, welke vereischt zijn voor de voldoening van de annuïteiten, welke uit deze contracten voortspruiten, eveneens worden ingevoerd over de clearing of door middel van particuliere compensatie, niet vallende onder dit Protocol.

Artikel 7.

1. Wat tarwe betreft, neemt de Turksche Regeering de verplichting op zich elk jaar voor de particuliere compensatie-transacties, bedoeld in het voorgaande artikel, voldoende hoeveelheden te reserveeren ter voldoening aan de verplichtingen, verband houdende met de loopende verbintenissen.

2. Indien tengevolge van droogte of van andere ongunstige en onvoorziene klimatologische omstandigheden, de tarwe-oogst in Turkije beneden 50 % van het gemiddelde van de voorafgaande vijf jaren zou blijven, zullen beide partijen onmid-

dellijk overleg plegen om ter vervanging van tarwe de levering van andere Turksche producten vast te stellen, alsmede de prijzen dezer producten binnen het kader van het bepaalde in paragraaf 4.

3. Voor het geval de Turksche Regeering niet in staat is de vereischte hoeveelheid tarwe of de in de plaats van tarwe tredende producten als bedoeld in de voorafgaande paragraaf ter beschikking te stellen van de belanghebbenden of van de door dezen aangewezen Nederlandsche koopers, verbindt de Turksche Regeering zich om op den vervaldag het ontbrekende in vrije deviezen ter beschikking te stellen van de belanghebbenden, door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut.

4. De levering van de tarwe, welke ter beschikking wordt gesteld van de Nederlandsche belanghebbenden, zal F.O.B. Istanbul geschieden. De prijs F.O.B. Istanbul zal niet hooger mogen zijn dan het gemiddelde van de prijzen, welke voor tarwe van overeenkomstige kwaliteit worden genoteerd op de beurzen te:

Rotterdam (C.I.F.)
Liverpool (C.I.F.)
Istanbul-Export (F.O.B.)

5. De aldus vastgestelde gemiddelde prijs zal evenwel in geen geval hooger mogen zijn dan het gemiddelde van de prijzen op de beurzen te Rotterdam en te Liverpool, vermeerderd met 5 % van dit gemiddelde.

6. De data, waarop de Nederlandsche belanghebbenden verplicht zijn deze tarweleveranties af te nemen, alsmede de duur van de verplichtingen van de Turksche Regeering om deze tarwe te hunner beschikking te houden, zullen in de af te sluiten contracten worden aangegeven.

7. Het model van het verkoopcontract, hetwelk zal worden gebezigd, de technische bijzonderheden van de levering, alsmede de procedure, welke zal worden gevolgd om de geschillen te beslechten, die onder meer over de kwaliteit van de geleverde tarwe kunnen rijzen en die van invloed zouden kunnen zijn op de prijzen, zullen worden vastgesteld in de contracten, welke tusschen de Turksche Autoriteiten en de Nederlandsche belanghebbenden zullen worden gesloten.

Artikel 8.

De bepalingen van dit Protocol zullen van kracht blijven tot aan de algeheele afwikkeling van de annuïteiten, welke in de contracten zijn voorzien.

Gedaan te Ankara, 27 Februari 1937.

B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

FAIK KURDOGLU